

« Si je suis pour une politique nataliste? Attendez docteur, là je dois aller me faire stériliser puis je vous réponds tout de suite après »

Jules-H. Gourgues

Volume 10, numéro 2, août 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600855ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/600855ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)
1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gourgues, J.-H. (1981). « Si je suis pour une politique nataliste? Attendez docteur, là je dois aller me faire stériliser puis je vous réponds tout de suite après ». *Cahiers québécois de démographie*, 10(2), 281–303.
<https://doi.org/10.7202/600855ar>

Résumé de l'article

Les questions natalistes, comme le planning des naissances d'ailleurs, ont évolué de façon bien indépendante par rapport à certaines réalités qui en constituent pourtant des paramètres-piliers. Qu'il s'agisse de dynamique du couple, de sexualité, de processus d'enfantement et d'éducation de l'enfant, d'éthique des choix de fécondité..., aucune de ces avenues ne semble explorée à fond par l'analyse scientifique de la natalité. Aurait-on été tellement préoccupé de survie, de PNB, de revanche des berceaux... qu'on en aurait oublié l'assise même : les entrailles du couple planificateur sont et seront toujours where the action is au plan de la natalité? A moins que les tabous sexuels aient forcé au divorce une union aussi entendue que l'entité sexualité/planning/natalité? Par respect de la chambre à coucher? Le résultat n'en est pas moins curieux : la question du natalisme continue de faire son chemin à cent lieues du vécu des gens pourtant rarement aussi intime et grave que dans le projet personnel de fécondité. Les solutions? Démédicaliser la naissance? Sûrement, mais dépolitiser le débat aussi, le « dédémographiser », dépasser la macrosocianalyse... Bref, redonner les rennes aux femmes/couples « Toulemonde » en balisant seulement la voie qu'eux seuls peuvent décider d'emprunter.

Jules-H. GOURGUES*: "SI JE SUIS POUR UNE POLITIQUE NATALISTE?
ATTENDEZ, DOCTEUR, LÀ JE DOIS ALLER ME FAIRE
STÉRILISER PUIS JE VOUS RÉPONDS TOUT DE SUITE
APRÈS".

(Communication présentée au 49^e congrès de l'ACFAS,
section de démographie, mai 1981)

RÉSUMÉ

Les questions natalistes, comme le planning des naissances d'ailleurs, ont évolué de façon bien indépendante par rapport à certaines réalités qui en constituent pourtant des paramètres-piliers. Qu'il s'agisse de dynamique du couple, de sexualité, de processus d'enfantement et d'éducation de l'enfant, d'éthique des choix de fécondité..., aucune de ces avenues ne semble explorée à fond par l'analyse scientifique de la natalité. Aurait-on été tellement préoccupé de survie, de PNB, de revanche des berceaux... qu'on en aurait oublié l'assise même: les entrailles du couple planificateur sont et seront toujours where the action is au plan de la natalité? A moins que les tabous sexuels aient forcé au divorce une union aussi entendue que l'entité sexualité/planning/natalité? Par respect de la chambre à coucher? Le résultat n'en est pas moins curieux: la question du natalisme continue de faire son chemin à cent lieues du vécu des gens pourtant rarement aussi intime et grave que dans le projet personnel de fécondité. Les solutions?! Démédicaliser la naissance? Sûrement, mais dépolitiser le débat aussi, le "dédémographiser", dépasser la macrosocianalyse... Bref, redonner les rennes aux femmes/couples "Toulemonde" en balisant seulement la voie qu'eux seuls peuvent décider d'emprunter.

* Politique à l'enfance et à la famille, ministère des Affaires sociales, 1075, Chemin Ste-Foy, Québec, Qc, G1S 2M1.

**"SI JE SUIS POUR UNE POLITIQUE NATALISTE?
ATTENDEZ, DOCTEUR, LÀ
JE DOIS ALLER ME FAIRE STÉRILISER
PUIS JE VOUS RÉPONDS TOUT DE SUITE APRÈS"**

Jules-H. GOURGUES*

Communication présentée au 49^e congrès de l'ACFAS,
section de démographie, mai 1981

D'abord, bravo pour la question posée aux panelistes de la table ronde: claire, nette et précise, elle est tout à fait d'actualité. Je ne suis malheureusement pas sûr que les réponses - du moins les miennes - vont l'être tout autant.

Par-delà les chiffres et autres agents de déshumanisation

Le titre que j'ai choisi de donner à cette communication - titre sans doute un peu déplaisant pour d'aucuns, tant par sa longueur

* Politique à l'enfance et à la famille, ministère des Affaires sociales, 1075, Chemin Ste-Foy, Québec, Qc, G1S 2M1.

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur.

que par manque d'un certain formalisme convenable - indique bien la voie dans laquelle je voudrais voir s'inscrire mes propos.

Ma communication portera principalement sur cette distance qu'on a, me semble-t-il, laissé s'installer entre nos préoccupations hautement scientifico-académico-théoriques et le vécu des gens qui, concrètement, sont ceux qui ont et élèvent les enfants, ceux donc qui, à toutes fins utiles, fournissent à nos élucubrations sa matière première essentielle.

Aussi, croyant percevoir l'homogénéité très forte de l'assemblée - homogénéité de préoccupations et de formation au moins - il me semblerait important de prendre une distance de tout modèle unilatéral anticipé, de me démarquer résolument par rapport à toute approche de type global, collectif, démographique, macro-politique, quantitatif, statistique ou économique... A partir d'opinions personnelles strictes, mais aussi avec l'intention à peine cachée de défoncer la platitude improductive des consensus trop faciles, je voudrais donner résolument dans le vécu des gens, me centrer presque exclusivement sur le couple/parent ou l'individu/parent qui est celui qui est concerné au premier chef.

Car, bien loin de se situer, lui, comme analyste, spécialiste ou jongleur scientifique de la problématique de la natalité au Québec, il n'en représente pas moins le seul véritable artisan de par les gestes très quotidiens qu'il pose dans - et tout au long de - l'exécution de la responsabilité terrible qu'il assume de conduire sa progéniture depuis le stade de morula jusqu'à celui d'adulte. A-t-on seulement idée - peut-on avoir idée? - de ce que cela représente en termes d'énergies, d'investissement humain, de plein, de profond, d'astronomique? Du moins si l'on a le cran de dépasser les cajoleries et les "guilis-guilis" pour y voir aussi les moments de veille, les couches, les haut-le-cœur, les incertitudes, les "touche pas" et les "ramasse donc"... De considérer les vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les trois cent soixante-cinq jours et les quinze années minimales... Et ce, avant même de sortir la calculatrice, geste disgracieux s'il en est, tant la fonction renvoie à tellement plus.

Sans lui, donc, nulle question de natalité possible!

Il me semble pourtant que le discours entendu de façon habituelle sur la natalité au Québec n'intègre pas toujours, loin s'en faut, tous les éléments en cause. Si l'on accepte de nous situer au plan du vécu intégral des gens, de leur humanité totale, on peut même dire probablement qu'il néglige parfois et de très curieuse façon des paramètres pourtant fondamentaux de la question. Qu'on pense à des facteurs aussi essentiels que les habitudes de vie des gens, leurs modes de communication conjugale ou parentale, leur façon concrète de vivre les rôles sexuels ou leur mode de rapports hommes/femmes, leurs aspirations générales, les valeurs qu'ils privilégient, les styles de vie changeants..., on doit bien se rendre compte que la démographie, la politique ou une certaine approche scientifique de la natalité n'a peut-être pas échappé totalement aux phénomènes de déshumanisation, de compartimentation de l'humain, de simplification excessive, de quantification des "tripes du vrai monde"... qu'on continue de reprocher aux hommes de science.

Aussi, après avoir fait part de quelques réactions personnelles à l'égard de ce qu'on appelle une politique nataliste, je tenterai, dans un second temps, de démontrer comment nous ne sommes peut-être pas encore allés jusqu'au bout d'une approche globale, intégrative de la question de la natalité, une approche qui sache tenir compte de l'humain au complet et pas uniquement de la seule partie de lui-même qui excède les épaules, i.e. sa tête, de sa seule productivité, quand ce n'est pas plus simpliste, de ses poches ou de ses goussets. Enfin, je terminerai en essayant de percevoir quelles seraient donc ces conditions d'une vision plus englobante de la question de la natalité, d'une vision qui embrasse l'humain au grand complet, tant son coeur, son corps, ses sentiments, ses tripes en somme, que sa tête.

"Y a pas natalisme et natalisme"

Mais d'abord le premier point. Je ne sais trop pourquoi - et ici, je dois admettre que je ne suis peut-être pas allé encore jusqu'au bout de mes véritables motifs - mais, il m'a toujours semblé qu'il y avait

quelque chose de questionnable, d'un peu indécent, voire de passablement grotesque à parler de natalisme ou de natalistes. J'ai toujours éprouvé à l'endroit du terme une sorte de réaction de rebuffade, de haut-le-cœur intellectuel, de chair de poule psychologique..., un peu dans le style de ce qu'on ressent lorsque quelqu'un nous aborde avec des propos qu'on juge inconvenants, comme des propos racistes, sexistes ou, en tout cas, non respectueux des droits de l'humain et, à ce titre, vite perçus comme ayant quelque chose d'irrévérencieux...

Or, d'entendre parler de politique nataliste me procure un peu la même réaction. Comme si je lisais, un beau matin, qu'au plan des styles de vie à proposer aux gens, les pouvoirs publics avaient décidé d'adopter une politique polygamiste ou polyandriste; comme si, au niveau de l'éducation que les parents doivent donner à leurs enfants, on ne promouvait que l'approche freudienne ou neillienne; si, au plan de l'engagement sexuel des jeunes, on ne proposait qu'une vision disons amoriste des choses, selon laquelle la seule condition à l'acceptation des relations sexuelles chez les jeunes serait l'existence d'un sentiment amoureux entre eux. Chacune de ces sphères de la vie quotidienne renvoie, de façon si évidente, à un niveau tellement intimiste de la vie privée et de la confidentialité des gens qu'on n'a même pas idée que cela puisse se faire.

La question de la natalité ne représente-t-elle pas aussi l'une de ces sphères de la vie si imprégnées d'intimité, de liberté sacrée qu'elles ne sauraient tolérer la moindre ingérence extérieure?

Voilà pourquoi il me semble, entre autres, un peu (pas mal) indécent de parler de natalisme, particulièrement dans un contexte où la conjoncture socio-politique, écologique, économique ou autre ne comporte pas de contraintes absolues à la libre expression des gens au plan de leur fécondité.

Là-dessus, je suis toujours étonné de constater avec quelle facilité, voire quel sans-gêne, nos cousins français parlent de mesures natalistes... Eux qui me semblent pourtant, en d'autres occasions, si

près d'un questionnement rigoureux sur l'usage des termes, comment peuvent-ils écrire et parler de façon aussi anodine et décontractée de natalisme sans y voir, apparemment, le moindre relent - pour ne pas dire l'arrière-goût - qu'une telle approche peut receler en termes d'ingérence dans la vie privée des gens.

Mais revenons plutôt à la consigne et pour nous assurer de rester bien "connectés" sur le plancher des vaches, qu'on me permette de rendre compte d'une expérience personnelle vécue récemment.

Il y a à peu près un an, j'ai reçu, d'un collègue/ami à moi et pour lecture et commentaires, un texte personnel qu'il avait rédigé sur cette fameuse question de la natalité. Tel que suggéré, je lis donc le texte et quelques jours après je lui téléphone pour lui faire part de mes commentaires. Durant toute la première partie de l'appel, on s'est centré de façon plutôt théorique sur le contenu page par page du texte. En fin d'appel et de but en blanc, mon interlocuteur fait complètement dévier la conversation sur les raisons pour lesquelles je n'avais pas un troisième enfant ou, en tout cas, pourquoi nous ne semblions pas "partis pour"...

Ma réaction a été immédiate: j'ai senti que je devais me faire fortement violence pour ne pas bondir et l'envoyer se faire "cuire un oeuf". N'eût été l'immense respect que j'ai pour lui, je sentais que je lui aurais demandé très vertement: "Mais, de quoi te mêles-tu, bonhomme? Il y a tellement dans la décision de devenir parents (à nouveau) que je ne comprends pas que tu aies l'indécence d'en faire une question à règlement facile en quelques minutes de conversation téléphonique! Nous sommes parfaitement conscients de nos désirs, volontés, droits et responsabilités à ce niveau et jusqu'ici, la vie nous a trouvés capables d'actualiser nos choix le moment venu. Ah! et puis, je n'ai pas à te rendre compte de nos bilans et perspectives de fécondité... Veux-tu bien me dire en quoi ça te regarde?"

Finalement, même si j'ai usé, bien sûr, des formules de politesse qu'il fallait pour livrer mon message sans trop de fracas, j'ai trouvé l'expérience des plus significatives. Le copain me semblait tellement

représentatif des pressions sociales indues qui s'exercent sur les couples. Et que dire de cette fameuse mentalité selon laquelle certaines personnes en place s'arrogent quasiment le droit de décider pour les autres, même dans un secteur aussi personnel.

Or, je me demande si, au niveau de cette importante question de la natalité, ce n'est pas bien souvent l'attitude qu'on risque d'avoir. En tout cas, j'ai mieux compris qu'au cours des dernières années, certain(e)s femmes et couples du Québec aient eu, tant envers les restrictions de l'Eglise sur la contraception qu'à l'endroit des conjoncturistes de la natalité, une attitude qui donnait résolument dans le style: "Cause toujours mon lapin! c'est nous qui les aurons et qui les éduquerons, les enfants, et on sait ce qu'on a à faire".

"Qu'ils sont donc égoïstes, les jeunes d'aujourd'hui!"

Il est même à se demander si parfois les pressions socio-politiques qui s'exercent sur le couple ne trempent pas largement dans le bain de ce qu'on croit être l'"ancienne" morale - ah bien sûr! toute camouflée, toute déguisée en plus pragmatique, plus "monnayable" ou plus écologique... selon la mode du jour des bien-pensants - mais ancienne morale quand même où la perspective d'un usage excessif du sexe/récréation fait craindre l'oubli ou la négligence du sexe/procréation. Sans doute n'entend-on plus, du moins invoqué directement et chez eux ceux qui ont joué le jeu de la révolution tranquille, l'argument du trop grand égoïsme des couples comme explication de la dénatalité, mais est-on bien sûr que les propos avancés sous le couvert du scientifique, du fonctionnel et du rentable n'en procèdent pas du tout?

Or, c'est là, me semble-t-il, faire triple insulte: à l'enfant, aux parents et au processus éminemment complexe de l'enfantement au sens le plus général. De croire qu'on doive avoir des enfants par pure magnanimité ou "panurgerie" ignorante des aptitudes parentales de chacun, du plan de vie de chaque couple, de ses aspirations et de ses valeurs comme des nouvelles conditions de vie et du dernier taux d'inflation me semble presque rabaisser l'enfant au rang de bien de consommation, en faire une

preuve de standing social au même titre que l'auto ou le bungalow. De se permettre de juger la façon dont le couple exerce sa fécondité, c'est non seulement faire intrusion grave dans la vie privée des gens, mais c'est aussi leur manquer totalement de confiance et ne croire en eux qu'équipés de la béquille de l'Etat, du curé ou du spécialiste. Enfin, de coller de telles étiquettes sur les choix que font les couples face à l'actualisation de leur créativité me semble démontrer une ignorance - qu'on perçoit difficilement sans une certaine couche de crasse - mais ignorance assez incroyable en tout cas à l'égard de l'univers éminemment complexe des motivations, aspirations et ressentis qui prévalent dans le processus de décision, de conception, de gestation, de mise au monde puis d'éducation de l'enfant. Aussi "bébête" que de juger irrémédiablement et sans appel, dans le sens d'un refus définitif de permis, un(e) jeune qui viendrait de faire son premier accident de voiture. Or, le processus impliqué est ici beaucoup plus simple. Ou mieux, on pense à la même ignorance assez effroyable de tout le processus d'acquisition de l'identité sexuelle que révèlent, parfois, certains gestes posés à l'endroit de gens dont l'expression sexuelle se distingue de la majorité, comme la condamnation d'un(e) homosexuel(le), à partir parfois d'une seule rumeur ou de racontars entièrement ignorés de la personne visée, ou le boycottage systématique de quelqu'un qui en est à sa première bécotte sexiste "officielle" après vingt ans d'éducation ségrégationniste... De ces aberrations mentales qui font entaille large comme ça dans la charte des droits et souvent de la façon la plus inaperçue.

Changer la société aussi

De toute façon, la société et certains de ses représentants officiels sont plutôt mal placés pour parler de l'égoïsme des couples; aussi longtemps qu'on ne pensera aux inconvénients de la dénatalité qu'en termes d'équipements collectifs, qu'on ne verra de solutions qu'économiques ou financières, qu'on ne calculera la progéniture des couples qu'en termes d'état du marché du travail, qu'on ne croira régler quelque chose qu'en sabrant dans les services en planning des naissances ou en avortement, qu'on continuera de construire des blocs remplis de garçonnières, qu'on projetera d'adopter, à l'instar de nos voisins, des règlements municipaux forçant à

quitter les quartiers "interdits aux enfants" les couples qui ont connu une naissance-surprise, il faudrait au moins avoir la décence de "se la fermer" quand il s'agit de prêter des intentions aux couples au sujet de leur fécondité. Il ne faudrait pas oublier qu'on a laissé facilement les familles se débrouiller par elles-mêmes - ou pratiquement - aussi longtemps que, de peine et de misère, elles ont fourni des bras en quantité à la société. S'il est, même aujourd'hui, une catégorie de la population qui a à investir double portion d'énergies, de préoccupations et de stress, à remplir doublement ses devoirs de citoyens si on peut dire ce sont bien les parents, particulièrement ceux dont les deux cumulent responsabilités parentales et travail extérieur. Et ce, dans une société qui a le jugement sur les résultats (et généralement sur les échecs) de l'éducation donnée beaucoup plus facile que l'aide à apporter, pourtant drôlement requise à certaines périodes de la vie familiale.

Or, la réponse trop aisée d'il y a quelques années: "Ils l'ont bien voulu, ils (quand ce n'était pas "elle") n'ont qu'à demeurer, l'un d'eux, à la maison!", ne tient absolument plus. La situation est telle en effet qu'en caricaturant à peine, on peut presque dire, qu'être parents au Québec en 1981 c'est ou bien travailler tous les deux pour arriver, ou bien se condamner aux dettes ou à l'assistance sociale. Et ne comptons surtout pas sur les perspectives d'avenir pour venir "rosir" les choses! Ensuite, l'on prétendra justifié de mettre double pression sur les couples ou de se perdre dans des tracasseries de constitution qui ne changent pas un iota à la chose, mais qui engloutissent pourtant de quoi porter du berceau à la faculté une bonne centaine d'enfants, au bas mot.

C'est aussi la société qui doit changer! Depuis le temps qu'on demande à la famille de s'adapter aux changements sociaux (urbanisation, scolarisation...), le temps serait plus que venu de renverser la vapeur et de demander à la société de s'adapter aussi aux exigences de la nouvelle famille (collectivisation des tâches quotidiennes, consommation de groupes, revalorisation de la petite communauté naturelle, décroissement des structures familiales...). Nous y reviendrons au niveau des solutions à envisager, mais disons tout de suite qu'il y a là un aspect de la question qu'on aurait tort de ne pas explorer à fond.

Vers une éthique du choix de fécondité

En somme, il ressort qu'il devrait y avoir une éthique des choix de fécondité au même titre qu'il y en a une pour la question de la responsabilité professionnelle, pour celles de l'aide aux mourants en phase terminale, de l'intervention médicale relative à la mortalité périnatale ou à l'avortement: "C'est une chose de dire que la santé, le libre consentement ou l'amour justifie d'avoir des relations sexuelles, c'en est complètement une autre que d'ajouter: même si une grossesse doit en résulter" (E.B. Borowitz, 1970, p. 21). On s'étonne qu'on en soit aux premiers balbutiements de ce côté; peut-être l'accent placé du côté de la recherche médicale ou du profit pharmaceutique en matière de contraception y est-il pour quelque chose?

Il apparaît pourtant bien évident qu'elle devrait aller d'abord dans le sens de ce que nous avons voulu faire ressortir, i.e. du plus grand respect à l'endroit du cheminement privé et naturel des couples vers l'enfant, leur venue à l'enfant.

C'est l'éthologue Thorpe qui disait justement à ce sujet:

Les problèmes éthiques créés par l'explosion démographique, l'insémination artificielle, la génétique et la neurophysiologie, la sociologie et la psychologie, sont au moins aussi vastes que ceux qui ont suivi la découverte de l'énergie atomique et de la bombe H, les voyages spatiaux et la vitesse ultrasonique, les télécommunications, les ordinateurs et l'automation. Je suis persuadé pour ma part que plusieurs de ces découvertes sont tout aussi capitales pour l'humanité que n'importe lesquelles du passé. Elles sont au moins aussi lourdes de conséquences, peut-être même plus, que la maîtrise du feu, l'avènement de l'agriculture, la découverte de la roue ou l'apparition de l'imprimerie (Cité par D. Rorvik, 1972, p. 221).

Qu'on parle de politique de la famille, de mesures de soutien de la fonction parentale, d'encouragement à l'exercice égal des rôles parentaux ou à leur juste répartition entre les parents, de programmes d'allègement du fardeau familial..., j'en suis. On n'y retrouve pas alors l'aspect contraignant du terme nataliste. Mais qu'on mêle ce terme

à toutes les sauces, qu'on en fasse un outil entre les mains des dirigeants sans peut-être même prendre conscience qu'on risque, ce faisant, de porter atteinte au libre choix privé des gens - voire de les violenter dans leur cheminement de vie - ça, ça me semble difficilement acceptable, sinon carrément inacceptable.

Bien sûr, il n'a jamais été question au Québec d'ingérence directe à ce niveau, mais ne nous leurrions pas, l'usage de tels termes ne peut, au fond, que camoufler des visées correspondantes. A politique nataliste, visées natalistes! "L'impérialisme des entrailles!", et sur le dos d'une certaine classe peut-être:

Les premières victimes de telles mesures antinatalistes coercitives... seraient les mêmes que celles qui ont toujours été les victimes des lois pronatalistes coercitives: les pauvres et les défavorisés au plan social. Les femmes riches n'ont jamais eu de problème pour obtenir un avortement en toute sécurité, alors que les pauvres ont été condamnés à risquer leur vie entre les mains de bouchers d'arrière-cour ou à donner naissance à des enfants non désirés (W.W. Watters, 1976, p. 265).

"Pour une réhabilitation de la question de la natalité"

Car enfin, et cela m'amène à développer mon second point, cessons donc de courir après des preuves qu'on recherche sans succès depuis des années. Je veux parler, bien sûr, de l'influence des mesures dites natalistes sur le nombre réel d'enfants que les gens décident d'avoir.

Ce n'est en effet un secret pour personne que, quel que soit le pays dont on considère l'expérience nataliste - même ceux de l'Europe de l'Est qui ont toujours attiré le regard à ce niveau - quelle que soit la nature des mesures adoptées, quelle que soit la conjoncture démographique, politique ou privée dans laquelle ces mesures ont été prises, il n'y a pas nulle part, semble-t-il, d'indications absolument claires et définitives comme quoi une politique nataliste puisse avoir un effet certain de redressement de la natalité:

En cette période de faible natalité dans les pays développés, la situation démographique de l'Europe orientale

nous intéresse beaucoup. Les pays socialistes ont en effet souvent adopté des politiques démographiques énergiques qui ont été rapidement suivies d'effets.

Doit-on sur la base d'une communauté de culture comparer ces résultats à ceux de l'Europe occidentale? Les résultats obtenus furent-ils sans lendemain ou bien au contraire s'affirment-ils comme une modification durable des comportements féconds?

... La fécondité des pays socialistes européens se différencie nettement de celle des pays occidentaux qui est en pleine chute. Doit-on conclure pour autant à l'efficacité des diverses mesures natalistes prises...? Le faire serait admettre, entre autres choses, que ces mesures constituent le seul facteur qui différencie les deux types de société ce qui est doublement faux: d'une part des dispositions semblables existent parfois dans certains pays de l'ouest et de l'est et, d'autre part, la différence entre les systèmes socio-politiques et les niveaux économiques est criante.

Mais surtout on peut s'interroger sur les chances de durée de mouvements qui donnent déjà, à peu près partout, des signes d'essoufflement: la stimulation de la fécondité causée par des mesures d'encouragement à la famille ne serait-elle pas le fait de simples naissances anticipées, sans incidence sérieuse sur la descendance finale des familles? En aucun cas on a encore pu enregistrer un raffermissement solide de la fécondité tel que celui qui a été observé dans certains pays occidentaux après la seconde guerre mondiale, en France notamment (R. Pressat, 1979, p. 546).

Et le Québec n'y échappe pas si l'on en croit nos recherches québécoises et, en particulier, la dernière en liste publiée par le groupe du Département de démographie de l'Université de Montréal. Celle-ci démontre en effet très clairement qu'il ne faudrait surtout pas se leurrer sur l'impact de toute intervention dite nataliste au Québec: bien peu de femmes que nous avons interrogées auraient un enfant de plus, même si l'Etat les aidait de la façon qu'elles jugent la meilleure (J. Henripin et al., 1981, p. 12).

Pourtant, à bien y penser, une telle conclusion n'a rien d'étonnant; elle est même attendue voire implicite quand, encore une fois, on considère les éléments infiniment nombreux qui font qu'un couple décide

d'avoir ou non un (des) enfant(s). Elle constitue même, j'oserais dire, une preuve de plus qu'il ne sert à rien de vouloir quantifier, programmer, "choisifier"... une question aussi large et dense.

Référant à l'une des fonctions vitales de la vie, comme pour tout moment-clé de l'existence, pour tout choix transcendant qui fonde le cheminement de vie d'une personne, le choix de fécondité a tellement de connotations profondes au niveau de la personnalité qu'il ne se laisse pas saisir ni influencer par l'entreprise humaine, même la mieux scientifiquement outillée:

Les attitudes relatives à la taille de la famille sont façonnées par des pressions économiques, sociales, religieuses et écologiques... et l'imprévisibilité de la nature humaine au niveau de ses comportements de fécondité rend pratiquement impossible toute prévision démographique (W.W. Watters, 1976, p. 257).

Et quoi de plus normal? Il y a tellement d'impliqué dans une décision d'avoir un enfant qu'une conclusion contraire devrait presque aboutir à un constat d'échec sur les possibilités et les ressources de la nature humaine, sur son caractère éminemment composite, sur sa malléabilité ou mieux son adaptabilité infinie.

Si, donc, on aboutit à une telle conclusion, c'est peut-être parce qu'il y a des dimensions importantes de la personnalité qui ont été ignorées lorsqu'on a conçu le projet - certains diraient l'illusion - d'une intervention de poids sur l'état de la natalité.

Un microcosme... par-delà le seul microscope

Mais, toujours pour rester très concrets, essayons plutôt de voir quelles sont quelques-unes de ces réalités multiples que recouvrent ou peuvent recouvrir les choix de fécondité.

De tous les concepts véhiculés par le vocabulaire de la démographie, c'est sans doute celui des aspirations de fécondité qui me semble relancer le plus profondément au niveau de l'univers psychosocial des gens. Or, dû à l'ampleur de la tâche, contentons-nous de voir, à partir de ce

seul concept, les réalités psychologiques, sociales ou sexuelles auxquelles il peut référer.

Tout d'abord, ça tombe sur le sens que toute aspiration de fécondité est liée aux aspirations de vie en général, au plan global de vie, le plan de carrière n'en constituant qu'une partie, sans doute la plus concrète mais non la seule. Mais, au-delà de celui-ci, il y a toute l'image de soi qui est impliquée, sa condition de femme ou d'homme, son rapport à l'autre sexe, l'état de son univers conjugal, son mode de communication intime, sa vision de la durabilité et de l'exclusivité du lien conjugal, la perception de son engagement parental comme social d'ailleurs, l'état de ses relations affectives et sexuelles, le niveau de partage espéré au plan des rôles sexuels et des tâches dites domestiques, sa conception d'une rupture éventuelle, ses politiques conjugales au plan de l'affectation des revenus, ses habitudes de consommation, ses aptitudes naturelles à "materner" ou "paterner" ..., enfin, - la liste pourrait s'allonger à n'en plus finir - voilà autant d'éléments qui jouent certainement un rôle souvent décisif dans la décision d'avoir un enfant.

Bien sûr, on n'a pas idée de prétendre être exhaustifs de ce côté à moins de viser à un traité complet sur la chose. On peut quand même y voir un bon exemple du caractère éminemment composite de la question de la natalité et prendre conscience que jamais on pourra réussir à cerner suffisamment la chose pour pouvoir garantir une emprise quelconque sur elle.

Or, admettons-le sans ambages, le contenu habituel qu'on véhicule dans l'approche de la question de la natalité se situe à cent lieues en-deça de ces réalités. En ce sens, c'est probablement d'une véritable réhabilitation de la question, d'une "revisite" (au sens du terme anglais revisited) du concept dont il faut parler.

Mais où donc cela nous conduit-il? Quel fil conducteur faut-il adopter, quelles balises utiliser si nos instruments et nos mesures actuels semblent dépassés par la chose?

C'est là la vraie question et sa réponse - ou du moins une tentative - initiera notre troisième point et nous permettra de conclure.

Prendre le couple comme seul guide

A partir du moment où l'on ne peut intervenir sur tous ces plans à la fois - chacun en conviendra je pense -, il nous reste, me semble-t-il, une seule orientation dont on peut être sûr et je m'en explique.

Nous avons vu que toujours en matière de fécondité nous oeuvrons dans un secteur où la question des droits et libertés de la personne constitue un impératif absolu (si vous me permettez l'expression).

A partir de là, on sait que le Québec de 1981 vit, au plan des politiques sociales, éducationnelles, matrimoniales, écologiques ou autres... certaines orientations qui sont rendues absolument nécessaires au simple plan de la justice sociale. Tout comme il se vit aussi au niveau de la population des grands mouvements sociaux (coopératives, co-propriétés, échanges de services, garderies/maison, recours collectifs...) qui sont porteurs de germes possiblement très productifs en regard de l'avenir de la question de la natalité au Québec.

Mon sentiment est donc qu'il faut prendre pour guide absolu ces orientations, ces mesures qui s'imposent au seul plan du respect des droits des individus, dussions-nous, pour le faire, reléguer au second plan tout objectif purement populationniste de redressement ou de stabilisation de la natalité. Ces mesures devant être prises de toute façon, même indépendamment de toute conjoncture démographique, il m'apparaît que c'est de ce côté qu'on a les meilleures chances de trouver une réponse plus sûre à la question de la natalité.

Mais, permettez-moi d'illustrer encore pour être sûr de dépasser le vœu pieux. Quand je dis "il se passe des choses au Québec", je veux parler de ces orientations nouvelles qu'on voit apparaître et se

développer depuis quelques années et qui ont une incidence certaine sur la famille. Qu'on pense, par exemple, au cheminement inouï que sont en train de faire les Québécoises en terme d'affirmation de leurs droits, cheminement qui ne peut qu'aboutir à une meilleure égalité des chances pour la femme tant sur le marché du travail qu'au niveau d'une plus juste répartition des obligations parentales. Qu'on pense à la réforme du droit familial, à cet immense débat auquel on assiste, encore une fois, autour de l'éducation sexuelle. Or, on perçoit facilement comment celle-ci peut aboutir à une intégration et un partage meilleurs au niveau des rôles sexuels, à une meilleure préparation à la vie à deux et aux charges parentales. Enfin, sur un plan davantage privé, on voit poindre aussi de nouveaux styles de vie (co-propriétés, communes ou autres...) où les tâches d'éducation des enfants risquent davantage de faire appel aux ressources de la communauté immédiate au lieu de les concentrer toutes entre les mains des deux seuls parents.

Il y aurait beaucoup à dire là-dessus, sur la question de savoir si, après avoir vécu, peut-être en réaction, l'individualisme jusqu'au bout, le Québec n'est pas en train de retrouver le goût de la petite communauté de vie, laquelle change complètement la question de l'enfant. Il est d'ailleurs à se demander si ce sens excessif de la propriété privée, de l'"enfant/mon sang, ma chair", cette mentalité fort répandue au Québec du type "mon (ma) p'tit(e) mari (femme), mes p'tits enfants, ma p'tite maison, ma p'tite auto, ma "grosse" piscine..." n'ont pas eu un effet assez négatif par rapport à l'enfant:

Or, nous assistons aujourd'hui à un changement radical, à une inversion historique, dans la mesure où l'enfant a de moins en moins un poids économique et social pour le groupe et ne prend une nouvelle valeur que par rapport au couple. L'enfant aujourd'hui se privatise et il prend un sens pour les gratifications affectives qu'il apporte au couple. Pour le dire avec un slogan, on est passé de l'enfant-capital à l'enfant-gratuité.

Ce nouveau rapport de l'enfant au couple constitue une véritable révolution copernicienne. Auparavant, les gens se mariaient pour avoir des enfants et le couple se définissait par la fonction procréatrice en trouvant ainsi une sorte de conformité entre leur désir et le besoin du

groupe. Aujourd'hui, nous assistons à la situation inverse, dans la mesure où ce n'est plus l'enfant qui définit le couple, mais c'est plutôt le couple qui va choisir le sens qu'il va donner à l'enfant. De plus en plus de couples évaluent leur capacité d'être ensemble avant de penser à l'arrivée d'un enfant, et parfois ils ont peur que celui-ci ne vienne modifier l'équilibre acquis (W. Pasini, 1980, p. 119-120).

N'est-on pas justifié de s'attendre à ce qu'un retour à une petite communauté de vie ait plus de chances de voir partager les responsabilités de l'enfant entre plusieurs individus et surtout de garantir, comme il se doit, le respect absolu du droit de certaines personnes d'avoir des aptitudes, un penchant comme on dit, pour les enfants ou la "parentalité", alors que d'autres n'en ont pas du tout et ne désirent pas s'y consacrer.

Par exemple, pour revenir aux leçons du vécu, certaines expériences m'ont semblé significatives à ce niveau.

Ainsi, j'avais, cette année, dans mon cours à l'université, une étudiante libanaise qui venait compléter sa maîtrise avant de retourner à l'enseignement universitaire dans son pays. Quand je lui posai la question en supposant bien que la garde de son jeune fils durant toute cette année dû poser et posait sans doute certains problèmes, quelle ne fut pas ma surprise de m'entendre répondre par la négative sans aucune hésitation: le jeune fils a été entièrement pris en charge par la communauté de parenté, par la grand-mère en particulier, et cela semblait aller de soi parfaitement aux yeux de tous, tant du groupe familial immédiat que de la communauté environnante.

Quelle surprise pour un Québécois encore tout imbu de cette règle sacrée de sa société selon laquelle la cohabitation avec les grands-parents, voire toute forme de dépendance envers eux, constitue pour les conjoints la première chose à éviter dans le but de préserver sa vie de couple et de famille. Bien sûr, il ne s'agit pas de retourner à une conception "clanique" de la famille, mais entre cet extrême et l'autre que nous avons développé dans le sens de l'isolement excessif des personnes du troisième âge et surtout de l'empêchement dans lequel nous les avons placées d'exercer, envers les enfants, leurs fonctions éducatives, pourtant

si enrichissantes et si propres à elles, il y a peut-être un équilibre à retrouver. Sans doute pourrait-il s'avérer des plus pertinents par rapport au décroïsonnement des tâches parentales.

Quand Hélène, ma partenaire de couple depuis plus de dix ans, me dit, après qu'on soit passé à l'usage d'une méthode contraceptive masculine, qu'elle ne s'est jamais sentie aussi bien dans son corps depuis presque quinze années, je l'ai reçu comme une déclaration des plus fracassantes, déclaration qui comporte matière à réflexion pour au moins une bonne quinzaine. Est-ce qu'on se rend bien compte? Que des milliers de femmes doivent attendre durant de telles périodes pour enfin vivre la sensation - peut-on plus légitime? - de retrouver totalement leur corps comme elles l'avaient connu et vécu, pour seulement réintégrer au naturel ce qu'elles ont de plus immédiat et vital pour se reconnaître, s'identifier et se vivre, ça fait poser des drôles de questions matraques sur les pourquoi de la contraception articulée au féminin seulement.

Tout ça parce qu'un condom, ça dérange? Ça dérange quelques minutes par mois; des millions de femmes supportent des dérangements en permanence, durant des années et pas des dérangements accessoires, de caprice ou de paresse, mais des vrais dérangements qui font interférence à l'intérieur même du corps, pas seulement en surface. Des dérangements, de surcroît, auxquels ne sont nullement étrangers des risques beaucoup plus grands et jamais tout à fait absents ni calculables. Tout ça, parce que la vasectomie pourrait justement comporter certains risques? Ça fait plus de vingt ans - et en fait, depuis pratiquement toujours - que la femme, elle, en prend quotidiennement de tels risques; quoi encore?

Bref, quand on y pense, on ne peut que se réjouir très fortement qu'enfin certains pays aient commencé à réagir à la contraception masculine réversible autrement que par des rires "niaiseux" et entendus sous le manteau. Il y a là aussi quelque chose qui risque de changer passablement notre venue à l'enfant; souhaitons seulement qu'on y vienne pas trop tard.

Enfin, une dernière expérience: lorsque les enfants étaient d'âge préscolaire, on a dû leur trouver une gardienne de jour à une

époque où les garderies se faisaient rares à la campagne. Nous avons finalement trouvé une dame qui avait commencé, comme ça, à garder la petite des voisins pour se retrouver après quelque temps avec un groupe de la taille de certaines garderies "parce que c'est pas pire de s'occuper de dix que de deux". Je n'ai jamais cessé tout à fait d'être impressionné par cette femme et sa propension extraordinaire à l'enfant; avec quel enthousiasme, quel amour débordant des enfants, en somme, elle voyait à tout ce petit monde en plus de ses trois enfants pré-adolescents dont l'une, petite nièce, qu'ils avaient accueillie à la maison en permanence depuis plusieurs années par suite de certains problèmes dans sa famille d'origine.

En particulier, quand notre "femme à l'enfant" se faisait demander pour garder un tout jeune bébé durant les premiers mois, on pouvait le deviner uniquement à voir son état d'excitation et le pétilllement de ses yeux. Alors, c'était la fête, elle racontait la "grande nouvelle" à chacun des parents/clients et tenait absolument à présenter "son" bébé. Devant un tel tableau, on se disait souvent: "c'est assez incroyable de voir comment certaines personnes sont naturellement portées vers les enfants. Comme on disait dans le temps, y en a vraiment qui sont "faites pour élever des enfants". On ajoutait invariablement que le corollaire est donc qu'il y en a d'autres qui n'ont aucun(e) goût ou aptitude en ce sens. De là, notre conclusion pas du tout surprenante où l'on se demandait bien quand est-ce que la société saurait enfin respecter parfaitement ces propensions naturelles, cesser de ne concevoir le couple qu'avec enfants ou alors, avec problème de fertilité, décroiser aussi la rigidité excessive du "mon sang, ma chair" pour permettre que les enfants puissent être élevés aussi par des gens autres que les parents, comme notre gardienne. Il pourrait alors y avoir reconnaissance totale de la fonction sociale essentielle ainsi remplie pendant que d'autres, moins attirés ou talentueux à cet égard pourraient se consacrer à d'autres fonctions sociales davantage en conformité avec leurs aptitudes. Bref, le jour où les parents embrasseront indistinctement et naturellement les enfants des proches comme les leurs, peut-être aurons-nous alors simplifié de beaucoup toute la question des enfants et partant, assoupli de beaucoup aussi celle de la natalité.

Une voie de l'avenir déjà balisée un peu quand même!

C'est donc bien plus - ou en tout cas, aussi - du côté de ces mouvements naturels porteurs d'augures qu'il faut regarder quand on passe la jumelle pour mieux cerner la question d'une politique de population. D'autant plus qu'à regarder dans cette direction, on peut être sûr de ne pas violenter l'intimité de quiconque par excès de voyeurisme trop politique ou mercantile.

Il ne faut pas croire, par contre, que tout reste à faire. On a parlé de choses qui bougent au Québec par rapport à la famille; elles sont assez engagées maintenant pour que le mouvement se continue et porte à terme. D'autre part, il faut savoir compter avec ce qui est déjà réalisé ou en voie ... et il y en a quand même. Je pense, par exemple, au bout de chemin qu'on a de fait aux plans des congés de ma(pa)ternité, de l'accès au travail pour les femmes, de la mise sur pied des garderies, des services en planification des naissances... Par exemple, dans ce dernier secteur, les résultats apportés par la recherche toute récente du groupe de démographes mentionné plus haut sont justement assez fracassants sur ce point. On y démontre en effet que les taux d'utilisation et d'efficacité contraceptives ont subi une nette augmentation au cours des dernières années. Au point que, sans avoir eu encore le loisir de faire toutes les comparaisons avec les autres pays - chose qui s'imposerait au plus haut point à la suite de cette publication - il paraît même tout à fait probable que le Québec doit bien, sur ce point, se classer parmi les premiers des grands Etats modernes:

L'analyse des différentes variables montre une augmentation marquée du taux d'utilisation de la contraception chez les promotions de mariages les plus récentes:
... parmi les femmes mariées avant 1946, trois sur dix ont utilisé la contraception; on en trouve au moins huit sur dix qui ont utilisé ou utiliseront des méthodes contraceptives parmi les femmes mariées après 1960.

... les utilisatrices mariées après 1960 affichent des taux de succès oscillant autour de 80% tandis que leurs aînées semblent plutôt avoir été efficaces à 60%.

... Chez les couples formés entre 1966 et 1971, le taux de succès atteint ou dépasse 80% pour les intervalles 0 à 2 ..., ... on comptait une plus grande fraction de

femmes satisfaites (80%) et parmi elles, plus de la moitié qui avaient utilisé sans anicroche la contraception depuis le début de leur mariage.

... en cinq ans, chez les femmes relativement jeunes (25-34 ans), le pourcentage des femmes ayant un enfant non désiré a régressé de façon très marquée: il est presque quatre fois moins important en 1976 qu'en 1971 (J. Henripin et al., 1981, passim).

Il s'agit là d'un pas fort important quant aux chances fournies aux gens d'assumer vraiment leurs choix de fécondité et, dès lors, d'atteindre à la plus grande proportion d'enfants désirés parmi les futurs petits Québécois. Or, ceci constitue une première étape essentielle: la qualité de vie d'abord!

Enfin, au plan de la recherche médicale dans le secteur, le Québec semble pouvoir compter également sur un acquis qui devrait influencer tôt ou tard sur la natalité ou mieux sur la fertilité en général.

Bref, au-delà de seules mesures monnayées, de seules primes financières non spécifiquement rattachées à tout un programme d'intervention auprès des gens, il me semble que c'est du côté de telles démarches tournées vers un changement des mentalités, de la société aussi, vers un décroisement de la famille et de la "parentalité", avec une portée éducative et dans le sens de l'égalité des chances et des rôles entre les sexes qu'il faut se tourner, si l'on veut composer le plus heureusement avec la question de la natalité.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOROWITZ, Eugene B., 1970, Choosing a Sex Ethic, Schocken Books, New York.
- HENRIPIN, Jacques, Paul-Marie HUOT, Evelyne LAPIERRE-ADAMCYK et Nicole MARCIL-GRATTON, 1981, Les enfants qu'on n'a plus au Québec, Presses de l'Université de Montréal, Montréal.
- PASINI, Willy, 1980, "L'enfant imaginaire", dans CHARVET Frédéric éd., Désir d'enfant, refus d'enfant, Stock Pernoud, Paris.
- PRESSAT, Roland, 1979, "Mesures natalistes et relèvement de la fécondité en Europe de l'Est", Population, 34-3 (mai-juin).
- RORVIK, David, 1972, Brave New Baby, Albin Michel, Paris.
- WATTERS, Wendell W., 1976, Compulsory Parenthood / The Truth about Abortion, McClelland and Stewart Limited, The Canadian Publishers.